

Convention collective

IDCC : **9532** | **EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES ET DE PÉPINIÈRES**

(Mayenne)

(8 avril 1974)

(Étendue par arrêté du 9 avril 1975,

Journal officiel du 18 mai 1975)

Avenant n° 74 du 21 janvier 2020

NOR : AGRS2097050M

Entre l'(les) organisation(s) patronale(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Mayenne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SGA CFDT ;

CFTC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe 1 de la convention collective, en date du 8 avril 1974, réglant les conditions de travail et de rémunération des salariés et apprentis des exploitations horticoles, maraîchères et des pépinières de la Mayenne, sont modifiées comme suit à compter du premier jour du mois suivant l'extension de l'avenant.

« Annexe I Barème des rémunérations fixées en application des articles 20 et 21 de la convention collective

À compter du premier jour du mois suivant l'extension de l'avenant, les salaires horaires par catégorie professionnelle s'établissent comme suit :

Emploi	Coefficient	Salaire horaire
Agent de production		
- échelon 1	011	10,15 €
- échelon 2	012	10,22 €

Emploi	Coefficient	Salaire horaire
Agent technique spécialisé		
- échelon 1	021	10,31 €
- échelon 2	022	10,39 €
Agent technique qualifié		
- échelon 1	031	10,57 €
- échelon 2	032	10,87 €
Agent hautement qualifié		
- échelon 1	041	10,92 €
- échelon 2	042	11,05 €
Contremaître	050	13,07 €
Chef de culture	060	17,82 €
Directeur d'exploitation	070	21,89 €

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité départementale de la Mayenne, direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire.

Article 3

Les dispositions du présent accord sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche horticulture, maraîchage et pépinières du département de la Mayenne. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de 50 salariés et de 50 salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme.

Fait à Laval, le 21 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)